



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de zone SGAMI Ouest

Direction Zonale de la Transformation Numérique

Bureau Études et Projets

Rouen, le 28 avril 2026

Cahier des Clauses Techniques Particulières

**Travaux préparatoires
en vue du déploiement
d'un réseau Wi-Fi
au bénéfice de :**

**École Nationale de Police de Rouen-Oissel
Quartier Faidherbe
76 350 OISSEL-SUR-SEINE**

1. OBJET.....	3
2. ÉTENDUE DES TRAVAUX.....	3
3. GÉNÉRALITÉS.....	3
3.1. PRÉLIMINAIRE.....	3
3.2. CONNAISSANCE DES LIEUX.....	4
3.3. ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRE.....	4
3.4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'INTERVENTION.....	5
3.5. INFORMATION PARTICULIÈRE SUR L'AMIANTE.....	5
3.6. DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX.....	5
3.7. CONFIDENTIALITÉ.....	5
4. ALLOTISSEMENT.....	6
5. PHASAGE DES TRAVAUX.....	6
6. DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF).....	7
7. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	7
8. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'INTERVENTION.....	8
9. CONTRÔLE ET RÉCEPTION.....	9
9.1. RÉCEPTION AVEC RÉSERVES.....	9
9.2. ENTRÉE EN POSSESSION PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE.....	9
10. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ.....	9
11. LISTE DES ANNEXES.....	9

1. OBJET

Le présent document et ses annexes décrivent les prestations à exécuter, fixe les règles d'ingénierie et les spécifications techniques à respecter pour quantifier et qualifier le projet de création de l'infrastructure sur laquelle reposera le réseau Wi-Fi du site désigné ci-dessous :

École Nationale de Police de Rouen-Oissel Quartier Faidherbe 76 350 OISSEL-SUR-SEINE

2. ÉTENDUE DES TRAVAUX

« Le site » est constitué de plusieurs bâtiments, rues et places :

- Les bâtiments 2, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 20bis, 22, 29, 30, 31, 32, 36, 37, 38, 43, 48, 49, 50 et l'armurerie occupés par l'École Nationale de Police de Rouen-Oissel.
- Les bâtiments 25, 33 et 35 occupés par le SGAMI.
- Les rues de la mare du puits, du stade, de la forêt du Rouvray, du temple, du chêne la croix, de la solidarité, de la fraternité et du château d'eau.
- Les avenues de Oissel et du SGAP.
- Le boulevard périphérique.
- Le street workout, les environs du bâtiment 3 et du poste de garde.
- Le parking du site de simulation.
- Le site de violences urbaines.

3. GÉNÉRALITÉS

3.1. PRÉLIMINAIRE

Le soumissionnaire devra, s'il le juge nécessaire, faire toutes les rectifications éventuelles et en inclure les incidences financières dans son offre unitaire par le biais d'une annexe séparée de l'offre répondant au présent CCTP.

Le soumissionnaire se doit de signaler par écrit au Maître d'Ouvrage toute erreur, omission, imprécision ou contradiction décelée. Si ce n'est pas le cas, le présent CCTP est considéré comme accepté dans son intégralité. **En cas de litige lié à une différence d'interprétation du cahier des charges durant la réalisation des travaux, l'interprétation du Maître d'Ouvrage fera foi.**

3.2. CONNAISSANCE DES LIEUX

Le soumissionnaire devra participer à une **visite de site obligatoire** afin de prendre connaissance du dossier complet de l'opération.

Le titulaire pourra procéder à toutes les visites complémentaires qu'il jugera utiles, pour apprécier l'importance et l'étendue de ses prestations et notamment, juger des difficultés d'accès, des contraintes de toutes natures nécessitées par le maintien en exploitation des locaux avoisinant les différents secteurs géographiques d'intervention du chantier, des protections provisoires qu'il aura à mettre en œuvre pendant les travaux tant pour les personnes que pour les ouvrages existants.

Le titulaire est censé s'être engagée dans le marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus le terrain et ses sujétions propres, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public et dans l'enceinte de la construction.

Toutes les prestations lui incombent et devront être entièrement intégrées dans son offre, afin de pouvoir mener à bien chaque installation, conformément aux règles de l'art.

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de suppléments sur ses prix.

Sans remarque particulière d'impossibilité de réalisation faite par l'entreprise, il sera admis que les documents qui lui sont fournis n'appellent pas d'observation de sa part et que toutes prestations et modifications à apporter aux installations sont considérées incluses dans son offre.

3.3. ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRE

Le Maître d'Œuvre est responsable des documents fournis et nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Toutefois, l'entrepreneur a l'obligation de vérifier, avant toute remise de prix et exécution des travaux, que les documents ne contiennent pas d'erreurs, d'omissions, de contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art. S'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit les signaler immédiatement au Maître d'Œuvre quinze jours avant la date de remise de l'offre, par écrit recommandé.

Faute d'avoir rempli ces conditions, l'entrepreneur sera tenu pour responsable et ne pourra arguer d'aucun supplément, pendant et après l'exécution des travaux.

3.4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'INTERVENTION

Le soumissionnaire devra impérativement apporter la preuve qu'il dispose de personnel qualifié disposant de stages de formation sur les techniques du câblage dispensé par le fabricant du système de câblage proposé.

3.5. INFORMATION PARTICULIÈRE SUR L'AMIANTE

Les entreprises pourront éventuellement être amenées à intervenir sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante. Dans ce cas, elles interviendront suivant les dispositions réglementaires de la SOUS-SECTION 4 du code du travail, sans prétendre à des plus-values. Ces travaux et prestations seront réputés inclus dans l'offre des entreprises.

Intervention en SOUS-SECTION 4 : suivant réglementations, des dispositions spécifiques aux activités et interventions.

Les entreprises devront fournir un agrément pour travail sur des matériaux susceptibles d'émettre des fibres d'amiante. Le personnel devra être formé à la prévention des risques d'amiante conformément aux arrêtés et normes en vigueur (arrêté de formation ministériel de décembre 2009 et modalités de formation du 23/12/2012).

Dans le cas où l'entreprise n'aurait pas d'agrément elle devra faire sous-traiter ces travaux par une entreprise compétente dans ce domaine.

3.6. DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX

L'édification des bâtiments étant antérieure à 1997, il convient de réaliser un Diagnostic Amiante Avant Travaux (DAAT).

De ce fait, il sera demandé au soumissionnaire de communiquer les cheminements qu'il souhaite emprunter ainsi que les localisations des éventuels percements et carottages qu'il serait amené à réaliser.

À cet effet, le soumissionnaire se verra remettre les plans des bâtiments.

3.7. CONFIDENTIALITÉ

Les candidats s'engagent sur l'honneur à ne pas divulguer, même après la cessation de la prestation, les informations relatives au système d'information du ministre de l'Intérieur dont ils ont eu, ont compris, ou auraient eu connaissance dans le cadre du présent appel d'offre ou de la consultation.

La copie, **quel que soit le moyen utilisé**, et la détention, en dehors du lieu d'exécution, de documents administratifs sont rigoureusement interdits sauf autorisation écrite de l'administration.

Le titulaire est informé que sa prestation au sein de cette entité peut être soumise, sans préavis, à un contrôle de sécurité.

Il reconnaît être informé des conséquences prévues par la loi (Code pénal, en particulier les articles 121-2, 411-1, 413-9 à 413-12 et 414-7 à 414-9) et les règlements administratifs, notamment pour le cas où sciemment ou par négligence, il laisserait lesdites informations parvenir à des personnes non autorisées à en connaître.

Toute révélation et/ou divulgation non autorisée pourra donner lieu à des dommages et intérêts à la charge de la partie les ayant commises. Le montant sera défini par le plaignant en fonction du préjudice.

4. ALLOTISSEMENT

La présente demande comporte deux lots :

- Un **lot électricité (Lot 1)** comprenant la **réalisation dans les règles de l'art d'un câblage informatique ainsi que la pose de bornes Wi-Fi**. Celui-ci est constitué de **30 étapes auxquelles s'ajoute la prise en charge de l'installation et du repli de chantier pour l'ensemble des lots**.
- Un **lot génie civil (Lot 2)** comprenant des **travaux de VRD** permettant la desserte courants faibles et courants forts d'une partie des ouvrages créés ainsi que **l'installation de poteaux** servants à accueillir une partie des bornes Wi-Fi.

Les titulaires des lots 1 et 2 devront, notamment, se concerter pour définir les modalités d'installation et du repli de chantier ainsi que lors du choix et de la pose des poteaux mentionnés précédemment afin de garantir que l'installation des bornes Wi-Fi sera conforme au CCTP et à l'étude de couverture.

5. PHASAGE DES TRAVAUX

L'ordre d'exécution des lots et étapes a été déterminé conjointement par l'École Nationale de Police de Rouen-Oissel et le SGAMI Ouest afin de tenir compte des impératifs du site.

Il en résulte un enchaînement des travaux en trois phases présenté dans le tableau suivant :

[illegible]

Ce phasage est donné à titre indicatif et peut être modifié en fonction des aléas de chantier et des demandes de l'École Nationale de Police de Rouen-Oissel.

6. DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

La liste des travaux et fournitures précisée dans les DPGF n'est pas exhaustive. Le prestataire devra impérativement la compléter et détailler chaque opération et matériel à fournir accompagné de son chiffrage **tout en en respectant le déroulé.**

7. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le soumissionnaire devra se conformer aux prescriptions et informations des annexes pour tous les points non abordés dans le présent document.

Le titulaire devra suivre attentivement l'exécution afin que ses prestations perturbent le moins possible le fonctionnement des services.

Le titulaire sera tenu d'observer et de faire observer les consignes établies par le Maître d'Ouvrage pour le bon ordre de l'exécution des travaux et de la police de chantier. Il se conformera à la discipline, et au planning mis en place par le chef de chantier.

Le titulaire devra se conformer strictement aux instructions qui lui seront données relatives aux chemins à suivre par les ouvriers pour se rendre à leur lieu de travail. Il en sera de même pour le transport et la manœuvre des matériaux.

Le titulaire devra, les travaux terminés, laisser les lieux dans l'état de propreté dans lequel ils étaient lorsqu'ils lui ont été remis. Les réparations nécessaires pour la mise en état des lieux dans lesquels il aurait commis des dégâts seront à sa charge. Il devra se garantir par une assurance spéciale contre tous les dégâts et accidents qui pourraient survenir pendant l'exécution des travaux et il est, par avance, tenu pour responsable.

Les travaux bruyants devront être planifiés et soumis à l'approbation des différents utilisateurs.

Dans la mesure du possible ces travaux se feront en dehors des horaires de bureau.

Tous les intervenants agissant pour le compte du titulaire dans la réalisation des travaux devront avoir le niveau d'habilitation requis. Les certificats seront exigés à l'ouverture du chantier.

Avant le début des travaux le prestataire devra fournir l'ensemble des éléments nécessaires à l'identification des personnels amenés à intervenir dans les locaux de l'École Nationale de Police de Rouen-Oissel, à savoir :

- Nom de la Société,
- Noms, prénoms, dates et lieux de naissance des intervenants,
- Numéro de téléphone mobile,
- Immatriculation des véhicules de service.

L'École Nationale de Police de Rouen-Oissel détiendra la liste des personnes dûment autorisées à intervenir sur le site.

8. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'INTERVENTION

Le soumissionnaire devra apporter la preuve qu'il dispose de personnel qualifié pour l'utilisation des outils et l'installation des matériels employés.

9. CONTRÔLE ET RÉCEPTION

Il est convenu que le Maître d’Ouvrage pourra effectuer à tout moment tout type de contrôle visant à vérifier que le câblage est réalisé selon les normes demandées et les règles de l’art.

Une visite complète de la zone de chantier à réceptionner sera effectuée.

La conformité et la réception ne seront validées que par le Maître d’Ouvrage.

À l’issue de la visite complète, la décision (réception avec ou sans réserve ou refus de réception), sera consignée dans un procès verbal. Ce procès verbal de réception sera alors signé par les deux parties.

9.1. RÉCEPTION AVEC RÉSERVES

Si le procès verbal fait état de réserves motivées par des omissions ou des imperfections, le titulaire disposera d’un délai à définir avec le Maître d’Ouvrage et suivant le planning imposé, à compter du jour de la réception du procès-verbal pour exécuter les travaux demandés. Passé ce délai, le Maître d’Ouvrage pourra se réserver le droit de faire exécuter les travaux par une autre entreprise, aux frais, risques et périls du titulaire défaillant.

9.2. ENTRÉE EN POSSESSION PAR LE MAÎTRE D’OUVRAGE

C’est à la signature du procès verbal de réception que le Maître d’Ouvrage prend possession des ouvrages, et que débute la période de garantie.

10. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Sans limitation des droits accordés par la législation, il est interdit de reproduire, de stocker, d’entrer dans un système de recherche automatique ou de transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre) que ce soit, ou à une fin quelconque, tout ou partie du présent document sans autorisation écrite expresse de la DZTNUM du SGAMI Ouest.

11. LISTE DES ANNEXES

Le présent document est complété par les annexes suivantes :

- CCTP – Annexe 1 – Lot 1 – Spécificités.pdf
- CCTP – Annexe 2 – Lot 1 – Généralités.pdf
- CCTP – Annexe 3 – Lot 2.pdf